

Arrêté temporaire de circulation

RESIDENCE LE VALLON (JALLAIS), RUE DE LA BEAUSSE (JALLAIS) et AVENUE CHAPERONNIERE (JALLAIS)

Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

CONSIDÉRANT que des travaux sur réseaux ou ouvrages de gaz rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 04/12/2023 au 18/12/2023 RESIDENCE LE VALLON (JALLAIS), RUE DE LA BEAUSSE (JALLAIS) et AVENUE CHAPERONNIERE (JALLAIS),

ARRÊTE

ARTICLE 1

À compter du 04/12/2023 et jusqu'au 18/12/2023, la circulation est alternée par B15+C18 ou K10 :

- 3 RESIDENCE LE VALLON
- du 2 au 4 RUE DE LA BEAUSSE
- du 4 au 8 RUE DE LA BEAUSSE
- du 73 au 77 AVENUE CHAPERONNIERE
- du 77 au 79 AVENUE CHAPERONNIERE
- du 24 au 13 RUE DE LA BEAUSSE
- du 5 au 22 RUE DE LA BEAUSSE
- du 26 au 24 RUE DE LA BEAUSSE
- RUE DE LA BEAUSSE, de la RESIDENCE LE VALLON jusqu'au 5

ARTICLE 2 - SIGNALISATION

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, **STURNO SAS 49**.

ARTICLE 3 - CHARGES D'EXECUTION

De l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Beaupréau-en-Mauges, le 29/11/2023

Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges

Franck AUBIN



DIFFUSION:

- STURNO SAS 49
- BRANGEON
- HDV
- Mairie Jallais

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr; dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.